



ΕΒΡΟΠΕΪΚΟ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPAISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLaments
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPA PARLAMENTET

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique

Direction C - Ressources

LU - 2929 LUXEMBOURG

UNITE DES CONTRATS ET MARCHES PUBLICS

APPEL D'OFFRES N°06B30/2014/M061

**ACQUISITION DE 50 ARMOIRES MOBILES EN ALUMINIUM POUR
LE TRANSPORT DE CLASSEURS**

2. CAHIER DES CHARGES – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

1. INTRODUCTION



Conformément aux dispositions du Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, ci-après « le Règlement financier », et du Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du Règlement financier, le Parlement européen a décidé d'engager la présente procédure d'appel d'offres en vue de fournir 50 armoires mobiles en aluminium pour le transport de classeurs.

Le marché s'exécutera de manière ponctuelle, dès la signature du contrat. Le délai d'exécution du marché est fixé à 80 jours ouvrables à compter la signature du contrat.

Le présent Cahier des clauses administratives fait partie intégrante des documents de l'appel d'offres relatifs au marché en objet. Il est complété par l'annexe « Politique environnementale du Parlement européen » qui en fait partie intégrante.

2. CAPACITE JURIDIQUE ET DROIT D'ACCES AU MARCHÉ

La participation à la présente procédure d'appel d'offres est ouverte sous les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques relevant du domaine d'application des traités – notamment toutes les personnes et entités d'un État membre de l'Union européenne – et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics, dans les conditions prévues par cet accord.

	<p>Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, une copie scannée d'un document permettant au Parlement européen de s'assurer de votre lieu d'établissement, des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle, et la forme et capacité juridique pour pouvoir exécuter le marché : par exemple un extrait récent du registre du commerce ou une preuve d'établissement équivalente et un extrait des statuts de l'entreprise conférant le droit de signature.</p>
	<p>2</p> <p>Pour les personnes physiques, une copie scannée de la carte d'identité ou la carte de séjour attestant le pays de résidence suffit. Quant à la capacité juridique, vous devrez fournir, par exemple, une copie scannée de l'inscription au registre TVA, l'immatriculation au registre de commerce ou des métiers, ou un autre document permettant de l'établir.</p>

Si les preuves soumises s'avèrent insuffisantes pour obtenir l'assurance nécessaire, le Parlement européen pourra en réclamer d'autres.

3. CRITERES D'EXCLUSION

Un candidat est exclu de cette procédure ou de l'attribution du marché lorsqu'il se trouve dans l'une des situations prévues dans les articles 106 et 107 du Règlement financier.

Rappel des critères d'exclusion – Articles 106 et 107 du Règlement financier

Article 106

1. Sont exclus de la participation aux procédures de passation de marchés les soumissionnaires ou les candidats si:

a) ils sont en état ou ils font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou ils sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;

b) eux-mêmes ou les personnes ayant sur eux le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ont fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant force de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;

c) en matière professionnelle, ils ont commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier, y compris par une décision de la BEI ou d'une organisation internationale;

d) ils n'ont pas respecté leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter;

e) eux-mêmes ou les personnes ayant sur eux le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle ont fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de l'Union;

f) qui font l'objet d'une sanction administrative visée à l'article 109, paragraphe 1.

Les points a) à d) du premier alinéa ne s'appliquent pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des curateurs ou des liquidateurs d'une faillite, par le truchement d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit national.

Les points b) et e) du premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque les candidats ou les candidats peuvent prouver que des mesures appropriées ont été adoptées à l'encontre des personnes ayant sur eux le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle qui font l'objet des jugements visés aux points b) ou e) du premier alinéa.

(...)

Article 107


1. Sont exclus de l'attribution d'un marché, les soumissionnaires ou les candidats qui, à l'occasion de la procédure de passation de ce marché:



a) se trouvent en situation de conflit d'intérêts ;

b) se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements ;

c) se trouvent dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation de ce marché visés à l'article 106, paragraphe 1.

(...)

	<p>En remplissant le « Cahier d'Engagement » sur support papier, vous devrez signer une attestation sur l'honneur que vous ne vous trouvez pas dans un cas d'exclusion au sens des articles 106 et 107 du Règlement financier.</p> <p>En cas de groupement d'opérateurs économiques (consortium), vous devrez inclure une attestation pour chaque membre du groupement.</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>En outre, vous devrez fournir, sur le CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, des copies scannées des documents ci-après.</p>
 <p>3</p>	<p>En cas de groupement d'opérateurs économiques (consortium), vous devrez inclure ces documents pour chaque membre du groupement.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, des documents équivalents délivrés récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance, dont il résulte que le candidat ne se trouve pas dans un des cas de l'article 106, paragraphe 1, points b) ou e) du Règlement financier ; 2. uniquement lorsqu'il ne résulte pas de l'extrait du casier judiciaire susvisé que le candidat ne se trouve pas dans le cas de l'article 106, paragraphe 1, point a) du Règlement financier, une attestation de non-faillite délivrée récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance ; 3. des certificats récents délivrés par les autorités fiscales et de sécurité sociale compétentes de l'État concerné comme preuve que le candidat ne se trouve pas dans le cas de l'article 106, paragraphe 1, point d) du Règlement financier. <p>Lorsqu'un ou plusieurs certificats ci-dessus ne sont pas délivrés dans le pays d'établissement ou de résidence, ils seront remplacés par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle faite par la personne concernée devant un notaire, une autorité judiciaire ou administrative ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance que le candidat ne se trouve pas dans les cas d'exclusion respectifs. Cette déclaration devra revêtir la forme d'acte officiel dressé par l'autorité concernée, une simple légalisation de la signature étant insuffisante.</p>

Le type et la nature exacts des certificats délivrés dans chaque pays et acceptés dans les procédures de passation de marchés publics peuvent être recherchés dans la base de données eCertis sur :

http://ec.europa.eu/internal_market/publicprocurement/e-procurement/e-certis/index_fr.htm

Le candidat à qui le marché sera à attribuer devra fournir, dans un délai de dix jours calendrier à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché, et avant la signature du contrat par le Parlement européen, les originaux des preuves fournies sur support électronique.



Lorsque les documents susvisés ont déjà été présentés dans le cadre d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et qu'ils datent de moins d'un an et sont toujours valables, vous ne devrez pas les fournir de nouveau. Dans ce cas, veuillez indiquer ce fait, et la référence de la procédure, dans le répertoire électronique mentionné ci-dessus.

4. CRITERES DE SELECTION

Afin de satisfaire aux critères de sélection, un candidat doit disposer des autorisations nécessaires, d'une capacité économique et financière suffisante, et d'une capacité technique et professionnelle ainsi qu'une expérience dans le domaine du marché suffisante, pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Pour satisfaire aux critères de sélection, les candidats peuvent faire valoir les capacités de tiers, y compris de sous-traitants ou, le cas échéant, des membres du groupement d'opérateurs économiques (consortium).

4.1 Autorisations



Le Parlement européen exige des candidats qu'ils disposent des autorisations administratives nécessaires pour exercer l'activité qui fait l'objet du marché selon le droit national.

  4.1	<ul style="list-style-type: none"> Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, des copies scannées des pièces justificatives pertinentes. Le Parlement européen acceptera comme pièces justificatives un extrait du registre du commerce ou des métiers, une déclaration sous serment ou un certificat d'appartenance à une organisation spécifique, l'inscription au registre TVA, ou autre document officiel équivalent acceptable pour le Parlement européen.
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

4.2 Capacité économique et financière

Votre capacité financière et économique sera évaluée selon les critères suivants :

Ñ chiffre d'affaires annuel minimum de 300.000 euros réalisé dans le domaine dont relève le marché à attribuer, au cours des deux derniers exercices clos ;

  4.2	<p>Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, des fiches électroniques et des copies scannées des documents permettant au Parlement européen d'évaluer votre capacité financière et économique, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> la fiche de renseignements financiers figurant dans le répertoire électronique indiqué ci-contre, portant sur les deux derniers exercices clos ; une copie des états financiers complets (bilan, compte de résultat, tableau de flux de trésorerie et annexes) publiés dans le rapport annuel et audités ou, faute de cette obligation, certifiés sincères et véritables par un représentant du candidat, des deux derniers exercices clos au minimum.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Lorsque les documents susvisés ont déjà été présentés dans le cadre d'une autre procédure de passation de marché du Parlement européen et qu'ils datent de moins d'un an et sont toujours valables (se rapportent toujours à la dernière clôture comptable), vous ne devrez pas les fournir de nouveau. Dans ce cas, veuillez indiquer ce fait, et la référence de la procédure, dans le répertoire électronique mentionné ci-dessus.

Si vous n'êtes pas en mesure de produire les références demandées, vous pouvez prouver votre capacité économique et financière par tout autre moyen équivalent et jugé approprié et suffisant par le Parlement européen.

Vous pouvez faire valoir les capacités financières et économiques d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre vous et ces entités. Vous devrez dans ce cas prouver au Parlement européen que vous disposerez des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par l'assurance de l'engagement de ces entités à les mettre à votre disposition, avec une description concrète des modalités de cette mise à disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières et économiques de celui-ci. Il peut également, le cas échéant, exiger comme condition d'attribution du marché que le candidat et ces autres entités se portent solidairement responsables de l'exécution du contrat.

Dans le cas où, à la lumière des informations fournies, le Parlement européen aurait des doutes quant à la capacité réelle du candidat, il pourra éliminer l'offre de l'évaluation sans que le candidat ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.



4.3 Capacité technique et professionnelle

Le candidat doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue.

En particulier, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent de la capacité technique et professionnelle suivante :

- Les soumissionnaires devront rapporter la preuve de l'exécution, dans l'année précédant la date de publication de l'avis de marché, d'un ou plusieurs contrats ou bons de commande ayant pour objet la fourniture d'au moins 10 ensembles mécano-soudés en aluminium, pour l'ensemble des contrats ou des bons de commande.

Vous pouvez faire valoir les capacités techniques et professionnelles d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre vous-même et ces entités. Vous devrez dans ce cas prouver au Parlement européen que vous disposerez des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par l'assurance de l'engagement de ces entités à les mettre à votre disposition, avec une description concrète des modalités de cette mise à disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités techniques et professionnelles de celui-ci. Il peut également, le cas échéant, exiger comme condition d'attribution du marché que le candidat et ces autres entités se portent solidairement responsables de l'exécution du contrat.

 	<p>Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, des documents électroniques et des copies scannées des documents permettant au Parlement européen d'évaluer votre capacité technique et professionnelle, à savoir :</p>
4.3	<ul style="list-style-type: none"> • Pour chaque référence à un contrat ou à un bon de commande exécuté, le soumissionnaire complètera la fiche correspondante fournie en annexe 2 au document « Cahier d'engagement » et <u>annexera à cette fiche une attestation de bonne exécution signée par le bénéficiaire des prestations.</u>








Si vous n'êtes pas en mesure de produire les références demandées, vous pouvez prouver votre capacité technique et professionnelle par tout autre moyen équivalent et jugé approprié et suffisant par le Parlement européen.







Dans le cas où, à la lumière des informations fournies, le Parlement européen aurait des doutes quant à la capacité réelle du candidat, il pourra éliminer l'offre de l'évaluation sans que le candidat ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

5. L'OFFRE

5.1 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

	<p>Si vous souhaitez avoir recours à la sous-traitance, vous devrez remplir et signer la déclaration sur support papier concernant la sous-traitance qui figure dans le « Cahier d'engagement ».</p> <p>En outre, chacun des sous-traitants proposés, quelle que soit sa part de marché, devra remplir et signer sur papier la déclaration confirmant son engagement et attestant qu'il ne se trouve pas dans une situation d'exclusion. Cette déclaration figure également dans le « Cahier d'engagement ».</p>
  2	<p>Pour chaque sous-traitant vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> les preuves de capacité juridique et d'accès au marché, énumérées sous le point 2 du présent Cahier des clauses administratives.</p>
  3	<p>Pour chaque sous-traitant vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, les preuves d'absence de situation d'exclusion énumérées sous le point 3 du présent Cahier des clauses administratives.</p>
  4.1	<p>Pour chaque sous-traitant vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> les preuves d'autorisations administratives en rapport avec les tâches lui sous-traitées, telles qu'énumérées sous le point 4.1.</p>

  4.2	<p>La capacité économique et financière sera évaluée ensemble pour le candidat et ses sous-traitants. <u>Si vous estimez opportun de faire valoir la capacité du sous-traitant en particulier dans le cas où vous ne disposeriez pas vous-mêmes des capacités minimales requises</u>, vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, les preuves énumérées sous le point 4.2 du présent Cahier des clauses administratives, pour chaque sous-traitant.</p>
  4.3	<p>La capacité technique et professionnelle sera évaluée ensemble pour le candidat et ses éventuels sous-traitants. <u>Si vous estimez opportun de faire valoir la capacité du sous-traitant, en particulier dans le cas où vous ne disposeriez pas vous-mêmes des capacités pour certaines tâches sous-traitées</u>, vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, les preuves énumérées sous le point 4.3 du présent Cahier des clauses administratives pour chaque sous-traitant.</p>
  5.1	<p>Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, une description de l'organisation de la sous-traitance (plan de sous-traitance), notamment dans l'optique de l'assurance-qualité dans l'exécution du contrat.</p> <p>Si vous avez signé une convention de sous-traitance plus détaillée, ajoutez-la également dans ce répertoire.</p>



Le Parlement européen se réserve le droit de demander des preuves supplémentaires pour tout sous-traitant proposé, quelle que soit la part de marché à lui confier.









L'autorisation du Parlement européen pour les sous-traitants proposés sera toujours accordée par écrit. L'attribution du marché au candidat qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à donner l'accord pour la sous-traitance.

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre, en utilisant les fiches qui figurent dans le « Cahier d'engagement ». Le Parlement européen se réserve le droit d'accepter ou non les sous-traitants proposés en cours de contrat. Il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères requis.

5.2 Groupements d'opérateurs économiques (consortia)

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner lorsque ceux-ci assurent la responsabilité solidaire de ses membres. Il peut s'agir d'une entité avec ou sans personnalité juridique : d'une association momentanée, d'un accord sous seing privé ou de toute autre forme de coopération appropriée. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête, avant la signature du contrat, une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

  1	<p>Si vous soumissionnez en tant que groupement d'opérateurs économiques (consortium), vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u>, une copie scannée de l'acte d'association ou le document équivalent, précisant le statut juridique du groupement, instituant la responsabilité solidaire des membres, et identifiant un mandataire commun pouvant représenter les membres et ayant le droit de facturation au nom des membres</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Les preuves documentaires requises sous les points 2, 3 et 4 du présent Cahier des clauses administratives doivent être fournies pour chacun des membres du groupement.
 2	Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> , les preuves documentaires requises sous le point 2 du présent Cahier des clauses administratives, pour chacun des membres du groupement.
 3	Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> , les preuves documentaires requises sous le point 3 du présent Cahier des clauses administratives, pour chacun des membres du groupement.
 4.1	Le groupement doit disposer ensemble des autorisations nécessaires pour exécuter le marché. Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> , les preuves documentaires requises sous le point 4.1 du présent Cahier des clauses administratives, pour chacun des membres du groupement
 4.2	Concernant la capacité financière et économique, Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> une fiche consolidée du groupement (établie en utilisant le modèle fourni dans le répertoire électronique 4.2) dans la mesure où les circonstances (dates respectives de clôture des comptes) le permettent.
 4.3	Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> , les preuves documentaires requises sous le point 4.3 du présent Cahier des clauses administratives, pour chacun des membres du groupement, en fonction de sa participation au marché et des tâches qu'il est censé exécuter.
  5.2	Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> , une description du rôle et des compétences de chaque membre du groupement (plan de répartition des tâches) ainsi que des modalités pratiques d'exécution du contrat, de la coordination des tâches et de la gestion de la qualité.

5.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Par conséquent, votre offre devra répondre aux exigences décrites dans les Spécifications techniques du Cahier des charges.

5.4 Garanties financières

Garantie de soumission

Une garantie de soumission n'est pas exigée.


Garantie de préfinancement

Aucun préfinancement n'est prévu pour ce marché, et aucune garantie ne sera nécessaire.

Garantie de bonne fin

Une garantie de bonne fin n'est pas exigée.

5.5 Prix

	Afin de préciser le prix de votre offre vous devrez reporter celui-ci dans le « Cahier d'engagement » sur support papier.
-----------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



Les prix sont fermes et non révisables.

En application de l'article 3 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes.

L'offre de prix doit être exprimée en Euros, y compris pour les pays qui ne font pas partie de la zone Euro. Pour les candidats de ces derniers pays, le montant de l'offre ne pourra pas être révisé en fonction de l'évolution du taux de change. Le choix du taux de change appartient au candidat, qui assume les risques ou opportunités de variation de ce taux.

6. CRITERES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué à l'offre la moins chère parmi les offres recevables et conformes au cahier des charges. La comparaison des offres sera effectuée sur base du prix total figurant au cahier d'engagement.

  6	<p>Vous devrez inclure dans le dossier électronique de votre offre enregistré sur CD-Rom, <u>dans le répertoire indiqué ci-contre</u> la description technique de votre offre.</p> <p>Cette description doit permettre au Parlement européen de s'assurer de la conformité avec toutes les exigences du cahier des charges.</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

7. MODALITES D'EXECUTION DU CONTRAT

Les modalités d'exécution du contrat sont en particulier décrites dans les Spécifications techniques, qui constituent la seconde partie du cahier des charges, et le modèle de contrat.

Aspects environnementaux

Le candidat, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au Règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Une information à ce sujet est fournie par le service ordonnateur dans l'annexe de ce Cahier des clauses administratives. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande du Parlement européen, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (au point de vue technique, sécurité et environnemental) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

Politique de promotion de l'égalité de chances

Le candidat, s'il devient attributaire, s'engage à respecter dans l'exécution du marché une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les Traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, maintenir et promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité de chances, articulé autour de trois axes prioritaires:

- égalité des femmes et des hommes ;
- emploi et intégration des personnes handicapées ;
- élimination de tout obstacle au recrutement et toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Publicité

Chaque forme de référence (publicité commerciale, références professionnelles, documents du contractant) au présent marché est interdite, sauf autorisation écrite et préalable de la part du Parlement européen.

Tout affichage à l'intérieur des bâtiments est interdit, sauf accord préalable du Parlement européen.

Annexe:

1. Politique environnementale du Parlement européen



ΕΒΡΟΠΕΪΚΟ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAMENT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EUROPAI PARLAMENT IL PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPA PARLAMENTET

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction C – Ressources
LU - 2929 LUXEMBOURG

UNITE DES CONTRATS ET MARCHES PUBLICS

APPEL D'OFFRES N°06B30/2014/M061
ACQUISITION DE 50 ARMOIRES MOBILES EN ALUMINIUM POUR
LE TRANSPORT DE CLASSEURS

ANNEXE 1 AU CAHIER DES CHARGES – CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES



ΕΠΙΣΗΜΟ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ
 EUROPEISCHES PARLAMENT EUROPSKÉ PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
 PARLEMENT EUROPÉEN PARLAMENT NA REORPA PARLAMENTO EUROPEO EUROPSKÉ PARLAMENT
 EUROPOS PARLAMENTAS EUROPAI PARLAMENT IL PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
 PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEO PARLAMENTUL EUROPEAN
 EUROPSKÝ PARLAMENT EUROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPAPARLAMENTET

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPEEN

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme, non seulement au travers de son rôle en matière de politique et de procédure législative, mais encore dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il doit prendre au quotidien.

En conséquence, le Parlement européen décide d'engager son Administration sur la voie de l'application de la norme EMAS (Eco-Management and Audit Scheme), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

Ce faisant, le Parlement européen s'engage à:

- réduire ses émissions de dioxyde de carbone
- stimuler une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier
- introduire les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets
- incorporer des lignes directrices en matière d'environnement dans les procédures relatives aux marchés publics
- favoriser des comportements responsables et pertinents par la formation, information et sensibilisation de l'ensemble de son personnel, des Membres et de leurs assistants sur les aspects de leurs activités liées à l'environnement
- prendre des mesures de prévention contre la pollution
- assurer le respect des conditions imposées par la législation et les réglementations relatives à l'environnement
- faire en sorte que tous au sein de l'Institution s'engagent en faveur d'EMAS et des mesures d'amélioration de l'environnement qui en découlent
- prévoir des ressources adéquates pour son système de management environnemental et les actions y afférentes
- promouvoir la transparence dans la communication et le dialogue avec les parties intéressées, et cela tant sur le plan interne qu'externe.

Le Parlement européen s'engage à décrire, à mettre en œuvre et à poursuivre sa politique environnementale, ainsi qu'à la communiquer à ses Membres, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est appliquée au travers de son système de management environnemental. La politique environnementale et ledit système de management environnemental couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.


 Jerzy BUZEK, Président
 Bruxelles, 28 septembre 2010




 Klaus WELTE, Secrétaire général
 Bruxelles, 28 septembre 2010



Protection de l'environnement (EMAS) dans les bâtiments du Parlement européen

Destiné au personnel des entreprises travaillant pour le Parlement européen

Qu'est-ce qu'EMAS?

EMAS est le système utilisé par le Parlement européen (PE) pour **diminuer l'impact de ses activités sur l'environnement**. EMAS est un système de management environnemental (SME) basé sur les normes ISO 14001:2004 et le Règlement EMAS 1271/2009. Le Parlement a commencé à appliquer l'EMAS suite à une décision du Bureau en 2004.

Le Président et le Secrétaire général du PE ont signé la Politique EMAS. Ce document engage le Parlement à diminuer de façon constante son impact sur l'environnement dans des domaines tels que la production de déchets de bureau et de cuisine, la manipulation de substances dangereuses, les émissions CO₂ pour lutter contre le réchauffement de la planète, la consommation d'énergie, d'eau et de papier, le respect de la législation environnementale, la formation du personnel...



Signature de la
Politique EMAS le
28 septembre 2010

Comment mon entreprise peut-elle contribuer à améliorer l'environnement au Parlement européen?

Vous y contribuez en respectant la législation environnementale en vigueur, ainsi que toutes les consignes et procédures environnementales. Votre société devrait s'assurer que toute personne exécutant des tâches qui ont des impacts environnementaux significatifs a reçu la formation nécessaire. Votre entreprise joue donc un rôle essentiel pour améliorer la qualité environnementale au PE.

Notre engagement environnemental est également repris dans les obligations annoncées dans nos nouveaux contrats: "Le contractant s'engage à respecter (...) les caractéristiques environnementales du marché et toute autre condition du même genre, imposées par le cahier des charges et dérivées, le cas échéant, dans l'offre du contractant. Le Parlement européen se réserve le droit d'effectuer directement auprès du contractant les vérifications et les contrôles nécessaires afin de s'assurer du respect des exigences environnementales imposées (...). Tout constat de manquement de la part du contractant aux obligations environnementales imposées, ainsi que tout refus de vérification par le Parlement européen ou un organisme dûment mandaté, permettra au Parlement européen de résilier le contrat".

Si vous utilisez des substances dangereuses pour l'environnement, vous êtes tenus de respecter la législation en vigueur et de connaître les procédures environnementales du PE. Pour plus d'infos, veuillez contacter votre responsable au Parlement européen.



Si vous êtes dans nos bâtiments et vous détectez un accident avec des conséquences environnementales significatives (comme un incendie, explosion, fuite d'eau, de mazout, de gaz, d'huile ou d'autres substances dangereuses), veuillez en informer le Service de la Sécurité (☎ 85112). Le même numéro peut être utilisé en cas d'urgence médicale.



Nous remercions les contractants et sous-traitants du Parlement pour leur précieuse contribution au tri, stockage et valorisation des déchets. Nous vous rappelons l'importance de respecter le tri et vous prions de sensibiliser vos collègues de l'importance de votre rôle pour l'environnement.



Et que pourrait faire mon entreprise si elle provoque d'autres impacts sur l'environnement?

Si les activités réalisées par votre entreprise pour le Parlement européen provoquent d'autres impacts sur l'environnement (consommation de papier, de carburant, d'électricité, d'eau, production d'autres types de déchets...) vous pouvez contacter votre responsable au Parlement européen afin d'essayer d'améliorer votre performance environnementale (l'équipe de coordination EMAS se tient également à votre disposition).

Quelques petits conseils pour le quotidien:



Economisez l'eau. Fermez bien le robinet et prévenez le service responsable si vous constatez une fuite.



Economisez l'énergie. Eteignez l'éclairage quand il n'est pas nécessaire et éparpnez l'électricité.



Empruntez plutôt les escaliers. C'est mieux pour votre santé et plus écologique!



Recyclez les déchets. Veuillez ramasser vos déchets et utiliser les poubelles adéquates. Les déchets qui ne sont pas bien triés ne pourront pas être recyclés!



Privilégiez le transport public pour vos déplacements. Le transport est une des sources les plus importantes des émissions CO₂.

Du concret pour l'environnement, le Parlement européen en a-t-il déjà réalisé? Le PE travaille depuis longtemps pour améliorer l'environnement. Voici quelques réalisations concrètes:

- Le PE s'est engagé à **réduire ses émissions CO₂ de 30% pour 2020**.
- Le Parlement **trie et valorise ses déchets** et porte une attention particulière aux **produits dangereux**.
- Le Parlement utilise de l'électricité provenant à **100%** de sources renouvelables, et cela dans les trois lieux de travail.
- Le PE intègre des **clauses environnementales** dans les marchés publics.

Saviez-vous que le Parlement a obtenu les certifications EMAS et ISO 14001:2004? Ainsi, des audits externes seront effectués chaque année et votre implication dans le système environnemental sera également évaluée.

EMAS, c'est vous!



EMAS 214

Nous attendons vos propositions et suggestions sur emas@europarl.europa.eu ☎ (+352.4300) 22500